hors service

journal anarchiste • 22 mars 2010 • nr. 03 • version francophone

> « De politie heeft al tien keer geprobeerd een camera te hangen op het plein. De draden worden telkens doorgeknipt.



MOBIB BIP BIP BOUM!

Construit avec la sueur et la peine d'immigrés dans les catacombes d'une ville monstrueuse, là où la lumière du jour ne pénètre pas, se trouve le territoire de… el STIB

« La STIB, voilà une entreprise noble » chante radieusement son club de fans en chœur, « elle t'emmène là où tu doit être. » Ses métros et ses trams te transportent à travers tout Bruxelles. Bruxelles, ville de verre luminescent, de béton, d'argent et de pauvreté. Ville de parlementaires européens et de diplomates, de sans-papiers et de sans-abris, de lofts luxueux et d'une Gare du Nord pour les pauvres. La STIB relie les différents coins de cette ville, fonce des temples du business vers les quartiers débordants de pauvreté. *La STIB t'emmène là où tu dois être*, n'est-ce donc pas ça la liberté de circulation, même si les frontières s'érigent clairement un peu partout dans la ville ? Surtout qu'avec son MOBIB, cette chère STIB en rajoute même une couche : dès du premier juin, des portiques vitrés entreront en fonction. Et à partir de là, seul celui qui a de l'argent entrera.

Liberté de circulation ? Là où se diffusent en surface les yeux des caméras, la STIB s'en charge aussi en souterrain, pour que la circulation de la ville continue d'être contrôlée. Les déplacements des clients MOBIB sont convenablement enregistrés et mémorisés dans leurs ordinateurs. Les équipes de prévention se multiplient à un rythme hallucinant, chiens de garde irritants qui guettent tout mouvement dans le tram ou le métro, à défaut d'avoir leur propre vie. Caméras dans les rames, caméras souterraines, la liberté semble très lointaine.

Liberté de circulation, hopla ! De la maison au boulot, au maison-boulot-maison-boulot, entassés comme des sardines. « Veuillez vous éloigner de la porte, gelieve u bij de deuren te verwijderen, », presque tout le monde est malheureux, et pourtant tout reste imperturbable.

Liberté de circulation, et voilà déjà un commando de contrôleurs sur les quais ; les fraudeurs sont verbalisés, les personnes recherchées livrées à la police, et les sans-papiers pareil. *La STIB t'emmène partout*, au-delà même de toute frontière, jusqu'au Maroc ou en Afghanistan.

Et tout continue. C'est chaque nouveau jour le même trajet misérablement triste. La Brouckère-Bourse-Beueueurs-Anneesens-Lemonnier. En sortant, vite fermer les yeux sur les gens qui dorment dans les couloirs, prendre l'escalier roulant et, surprise !, le soleil est déjà couché. Une consolation tout de même, on se retrouve au moins enfin à l'air libre, et là où on devait être. ↘

EDITO

« Il y a ceux qui attendent la pluie pour ne pas pleurer tous seuls, moi, je ne suis pas du même avis. » Ainsi chantait quelqu'un il y a trente ans. Et c'est vrai, il y a tellement de raisons de verser des larmes jusqu'à ce qu'il ne reste plus aucune goutte d'eau dans notre corps. Mais les lamentations et le désespoir sont des mauvais conseillers. Ils nous jettent dans les ténèbres de la résignation ; ils creusent le fossé entre ce qui nous dégoûte et nos capacités de s'y attaquer. C'est ce fossé qui fait que trop de travailleurs acceptent de se laisser utiliser et d'être jeté de bon gré par le patron ; que trop de femmes continuent à respecter leurs maris qui les mettent sous leur joug ; que trop de pauvres restent docilement à faire la queue en attendant qu'une vie meilleure tombe du ciel.

Mais, en effet, tous le savent. Ils essayent peut-être de le nier, d'évacuer la question, mais dans leur cœur, ils le savent. *Ça ne dépend que de nous-mêmes*, de notre volonté d'agir. De notre choix de ne plus se laisser faire, de riposter, d'attaquer la machine infernale qui nous broie. Les occasions ne manquent pas, l'ennemi est identifiable et pas invulnérable. Ceci est une des sources motivantes de ce petit journal. Partir à la recherche de ces occasions. Souffler fort sur les feux de révolte qui couvent. Ouvrir l'espace pour discuter sur les possibilités de quelque chose de différent, d'une vie sans oppression et sans exploitation.

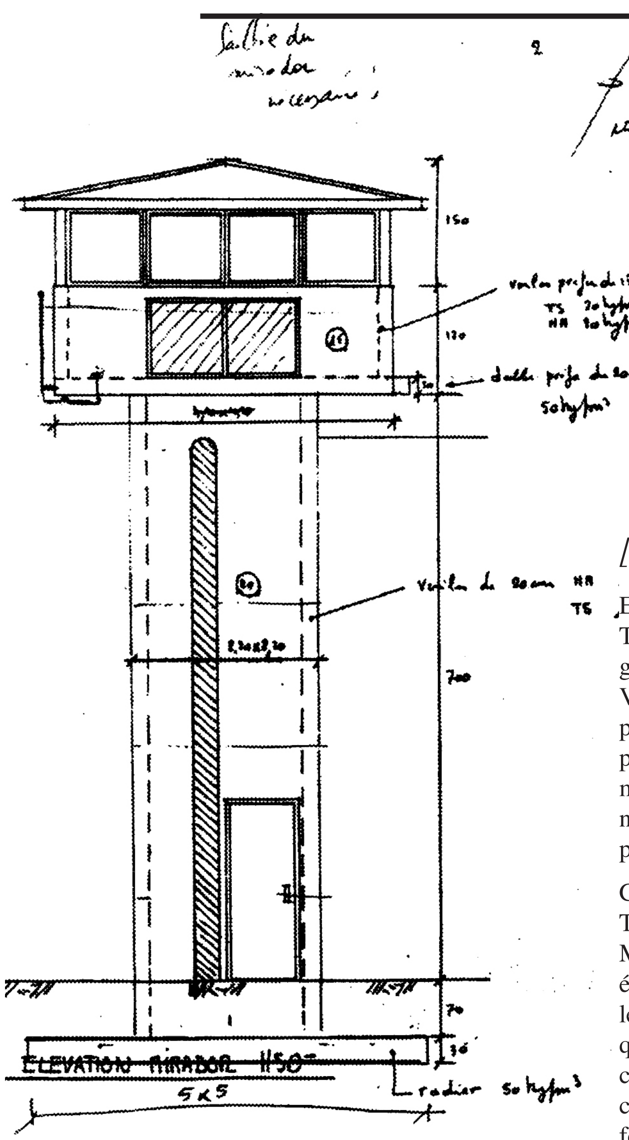
Dans ce numéro, nous parlerons notamment de quelques unes de ces occasions : le saccage répété des nouveaux portiques installés dans les métros, la lutte contre la construction d'un nouveau centre fermé pour clandestins à Steenokkerzeel, la révolte qui couve à la prison louée par l'Etat belge aux Pays-Bas ou encore de l'occasion pour attaquer ceux qui viendront prêcher à Bruxelles l'oppression de la femme et l'étranglement de la liberté. Et, comme les frontières sont une construction des puissants pour séparer ceux qui veulent les combattre, nous parlerons aussi de l'occupation militaire de l'Haïti après le tremblement de terre et de l'assassinat par la police grecque du compagnon anarchiste Lambros Fountas.

Vous voulez savoir comment continue la chanson ? *« Je vais débusquer les ennemis, qui pour vous sont si distants. Et après les avoir fait sautés, je deviendrai recherché, mais tant que c'est moi qui les cherche, les fuyards, ce sont eux. J'ai choisi une autre école, je suis dynamiteur. »*

Et tout continue, continue, continue, jusqu'à ce que… MOBIB-bip-bip-hourra ! Aujourd'hui, on pouvait lire dans les journaux que les portiques MOBIB de différentes stations de métro ont été saccagés à plusieurs reprises. Voilà de petits gestes, voilà autre chose que huit heures de travail alimentant le compte de ton gras patron. Voilà de petits gestes, et avec quelle imagination ! Il y en a qui disent que ces actes de destruction ne sont rien d'autre que l'expression de frustrations. Braves citoyens choqués qu'il existe de méchantes personnes qui, avec les notes de MOBIB-bip-bip, ont composé leur propre chanson : MOBIB-bip-bip-boum ! Et nous, nous disons encore et encore, saccage ! Rompre avec ce monde, rompre ce monde. Quelque chose de différent est possible, on peut briser le cycle de ce laminoir d'ennui, de dépression, d'étouffement, de faim et d'absence de perspective. Vandales, profiteurs (du « frauder est injuste pour ceux qui payent » à « cette carte MOBIB est quand même pratique, elle rentre dans ton portefeuille, » cool-MOBIB, jusqu'à « ils feraient mieux d'aller bosser ou d'être à l'école, plutôt que de traîner dans les métros. ») ! Voilà comment sonne l'éternelle complainte des esclaves volontaires. Heil à la STIB et à Bruxelles, ma ville.

Aujourd'hui pourtant, ces funestes histoires ne peuvent pas nous atteindre. Aujourd'hui, la nouvelle annoncée dans les journaux résonne comme un chant de joie dans nos têtes. Saccage des portiques MOBIB : quelle fête ! Aujourd'hui pourtant, les visages malheureux du métro ne nous saisiront pas, car nous avons entrevu comme la lueur de quelque chose de différent, quelque chose qui rompt avec l'éternel esclavage et l'oppression. Et dans notre cœur brille à nouveau ce rêve, ce rêve d'un monde sans patrons, sans frontières, sans territoires ni argent. Ce monde dans lequel nous n'irons pas où nous *devons* aller (boulot-famille-école-église-institution psychiatrique-prison-camp de déportation), mais là où nous *voulons* être.

Et pour finir, encore une, encore une fois : "ses distributeurs sont partout" ! Et tous ensemble maintenant : "MOBIB-bip-bip-BOUM" !



[cadre] Ils vont construire 9 nouvelles prisons

En plus de la location de la prison de Tilburg, l'Etat a aussi des plans qui témoignent d'un certain planning à long terme. Voici un peu d'information pratique à propos du « master plan » qui sera un des plus grands programmes d'investissement en Belgique : la construction de 9 nouvelles prisons et l'agrandissement de plusieurs prisons existantes.

Concernant les nouvelles prisons de Termonde, Beveren, Leuze-en-Hainaut et Marche-en-Famenne, l'Etat décidera cet été quelles entreprises privés gagneront les contrats de construction. Il y a déjà quelques vieilles connaissances dans ce concours. **BESIX**, l'entreprise qui construit actuellement le nouveau centre fermé à Steenokkerzeel, s'est ainsi portée volontaire. D'autres candidats enthousiastes sont les bureaux d'architectes **BURO II**, **JASPERS-EYERS PARTNERS** et **STEPHANE BEEL**. Le consortium comprenant le constructeur **INTERBUILD** et les banques **DEXIA** et **KBC** offrent aussi leurs services, tout comme le consortium Future Prisons (avec les entreprises **CORDEEL & WILLEMEN**), **STRABAG**, **JAN DE NUL, ARIANE** et **EIFFAGE**.

Pour les prisons de Gand et d'Anvers, les enquêtes sont en cours en vue d'éventuels agrandissements. Dans ces deux villes, ils veulent aussi construire deux nouvelles prisons psychiatriques. A Gand, les plans de cette prison ont déjà été tracés par les bureaux d'architectes **ABSCIS, DJGA, INGENIUM** et **DERVAUX**, la construction sera entre autre l'œuvre d'**AT OSBORNE** et le site, c'est près des Wondelgemse Meren. A Achêne, ils veulent construire une prison pour mineurs. Enfin, il y a aussi des projets pour des nouvelles prisons à Sambreville et à Haren (à côté de Bruxelles). La prison de Haren deviendrait un méga-complexe avec une capacité d'enfermer plus de 1000 personnes. Ils ont dit que cette nouvelle prison permettra de fermer les actuelles prisons de Forest, Saint-Gilles et Berkendael. Mais cette histoire, on la connaît déjà. Quand ils ont construit la prison d'Andenne et plus tard celle d'Ittre, ils avaient déjà dit qu'elles remplaceraient la prison particulièrement insupportable de Forest. Evidemment, ils n'ont fermé aucune prison.

QU'EST-CE QUE COUVE DANS LA PRISON BELGE DE TILBURG?

Il y a quasi un an, l'Etat belge a lancé une idée qui devait fournir une solution rapide et improvisée à la situation intenable des prisons belges : trop de monde et surtout trop d'agitation.

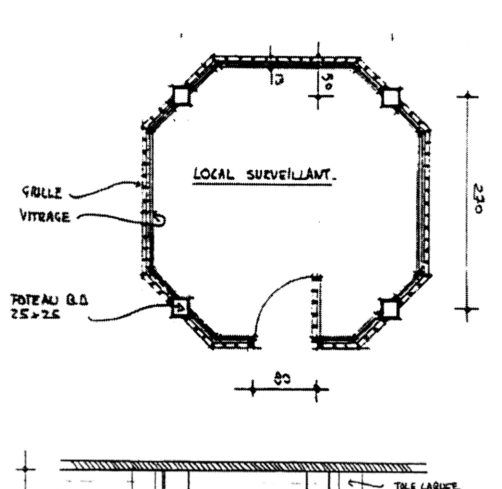
Les révoltes contre l'enfermement, avec mutineries, évasions, grèves de préau, etc,.y sont monnaie courante depuis des années. Et mis à part le fait que l'opinion publique crie de temps en temps au scandale, les matons n'en peuvent plus. Ils se plaignent de leur sécurité et partent en grève. Dans ce cas, c'est alors la police doit reprendre le contrôle de la prison, créant de nouveaux scandales. En outre, la police a selon ses propres termes "déjà assez à faire à l'extérieur des murs", et se met donc à son tour à se plaindre de ce travail supplémentaire. Toutes ces lamentations ont donc fini par monter jusqu'aux oreilles du gouvernement, et plus spécifiquement à celles du ministre "compétent" en la matière, Stefaan De Clerck. Tu t'apitoierais presque sur son sort, si ce n'était que nous voyons en lui et ses confrères un tas d'énormes enfoirés, et que nous sommes bien plus partisans de raser définitivement toutes les prisons.

Pour sortir de cette pénible situation, De Clerck a alors pondu sa proposition d'une solidarité transfrontalière, solidarité qu'il ne faut pas interpréter de travers. A Tilburg, aux Pays-Bas, l'Etat allait louer une prison qui ne recueillait rien d'autre que de la poussière et créait ainsi du chômage. Cette prison deviendrait un bout de territoire belge où ses lois resteraient en vigueur, mais ces pauvres diables de gardiens hollandais pouvaient continuer d'y sévir et conserver leur boulot. Début février, c'est le grand jour : 500 prisonniers sont transférés vers le nouveau joujou belge. Mais s'il devait d'abord être rempli de volontaires, la plupart des prisonniers ont été contraints d'y aller de force, dès qu'il est devenu clair qu'il n'y en aurait pas assez souhaitant jouir de l'isolement de son propre gré.

Comme ce morceau s'est vite retrouvé sans saveur, le silence entourant ce plan a été rapidement brisé par les prisonniers eux-mêmes. Fin février, des lettres et des appels téléphoniques de Tilburg sortaient avec un message très clair : si les conditions ne s'amélioreraient pas, il y aurait des mutineries et des évasions. La direction de la prison et les deux gouvernements ont immédiatement réagi pour minimaliser ces anicroches, les démentant comme de « petits problèmes de mise en route ». Entretemps il est vrai, les gardiens hollandais avaient avoué avoir peur de cette tension et craindre d'être pris en otage par les prisonniers. Depuis, peu de nouvelles ont filtré à travers les barreaux. Mais ce qui est bien clair, c'est que ces enfoirés en cravate ou en uniforme peuvent oublier le silence qu'ils espéraient. Juste après la menace de mutineries, un des prisonniers à Tilburg a mis le feu à sa cellule. Dix jours plus tard, il était réexpédié en Belgique. La direction a démenti que ce transfert soit la conséquence de sa révolte. Perdant cependant tout espoir de le cacher, le syndicat des matons CGSP a commenté qu' « *un prisonnier a été transféré parce qu'il a cramé toute sa cellule* » et que « *si le reste des prisonniers le savait, ça pourrait bien bien brûler ici*. »
Nous nous réjouissons d'avance de ces prévisions météorologiques du CGSP.

Avec notre mépris sans bornes ni frontières pour toute forme d'enfermement, nous sommes solidaires des mutineries dans les prisons, des évasions et de la résistance contre l'enfermement, dedans comme dehors. Parce que ce sont des expressions de rage -une rage que nous ressentons aussi- contre ceux qui aimeraient trop bien te faire croire que tu es coincé. Parce qu'à des moments pareils, la rage influe directement sur la situation qu'ils t'imposent.

Pour que la question des prisons devienne un problème inévitable pour ceux qui veulent les gérer. Pour que ce sur quoi ils veulent actuellement garder de manière bâclée la main leur explose avec force en pleine gueule…



Tout permis • A Tilburg, en Hollande, où près de 400 prisonniers ont été expédiés en grande partie contre leur gré, un prisonnier met le feu à sa cellule. Il est renvoyé en Belgique, comme il voulait.

Flic un jour, flic toujours • Un policier hors de ses heures de service attrape un jeune masqué en face d'une Banque de la Poste à Saint-Gilles, en pleine nuit. Peu après, la façade prend feu. Le jeune n'a fait aucune déclaration et a été arrêté.

Averti • Une dizaine de vitres de l'ORBEM sont fracassées à Anvers. Précédemment était déjà apparu le tag «warning».

Eldi en feu • Un incendie se déclare sur un terrain commercial. Le magasin d'électroménager Eldi brûle totalement, un Aldi et un magasin de vêtements subissent des dégâts.

Tout permis (bis) • Un sans-papiers transféré de prison vers le centre fermé de Vottem attaque deux matons et le directeur, réussissant à les blesser. Lorsqu'il est libéré avec un ordre de quitter le territoire, les matons font grève tout un après-midi.

Luxe • Deux voitures de luxe, une Audi et une Mercedes, sont incendiées sur un parking à Mouscron.

Balayage social • Une 60-aine de flics expulse les maisons occupées à Ledeberg. Avant l'expulsion, un pneu est incendié et un feu d'artifice lancé. Le CPAS occupera les lieux rénovés.

Loi anti-squat • A Gand, la façade de l'office du sénateur Tony van Parijs est maculée de peinture et d'un symbole squat noir. Tony essaie depuis 5 ans d'instaurer une loi générale criminalisant l'acte de squatter.

L'école nuit • Un incendie se déclare dans une école à Seraing. Les pompiers évitent de sérieux dégâts.

Rester dehors • Alors que les matons de Saint-Gilles entament pour la énième fois une grève et que la police prend la relève de la garde, un grand nombre de détenus refuse de réintégrer les cellules. 101 matons se déclareront malades pour conserver leur salaire pendant les deux semaines de grève.



A deux mille kilomètres d'ici...

Athènes. Grèce. A deux mille kilomètres d'ici. L'Etat grec est quasi en banqueroute et l'économie grecque n'en sort plus. Sur les conseils des autres pays de l'Union Européenne, le parti socialiste gouvernante a décrété toute une série de mesures d'austérité et de restructurations. Ca coutera « du sang, de la sueur et des larmes », c'est ce que jurent les ministres, mais « on ne peut pas faire autrement ». Depuis janvier, des routes, des ports, des aéroports, des frontières, des usines, le réseau ferroviaire… sont régulièrement bloqués par ceux qui savent que ce seront eux qui payeront le prix. Les manifestations se suivent et aucun politicien ne semble être encore capable de calmer et de canaliser les protestations. Fréquemment, de durs affrontements ont lieu avec la police anti-émeute et des centaines de destructions, d'incendies et d'attaques explosives dirigent leur attention dévastatrice contre les structures de l'Etat et de l'économie, contre toutes les expressions de l'autorité.

« Du sang, de la sueur et des larmes. » Tandis que la police charge toujours plus violemment toute manifestation ou rassemblement, tandis qu'elle a déjà cassé les jambes et les bras de centaines de personnes, du sang meurtrier a coulé à l'aube du 12 mars 2010. Une patrouille de police avait surpris deux compagnons anarchistes en train de voler une voiture. S'en suivit une fusillade, un compagnon a pu s'enfuir tandis que l'autre, Lambros Fountas, a été atteint par plusieurs balles. Grièvement blessé, il a encore essayé de fuir, mais il a été rattrapé par les flics et qui l'on laissé saigner à mort. Lambros Fountas avait 35 ans et ça faisait des années qu'il s'était engagé dans la lutte contre toute forme d'autorité ; parfois seul ou avec quelques compagnons, parfois coude à coude avec d'autres opprimés et rebelles. Il se battait avec toutes les armes qu'il considérait utiles : avec la plume et le papier, avec des pierres et du feu, avec des barricades et des manifestations, avec des revolvers et des grenades. La révolte était le rythme de sa respiration et la liberté faisait battre son cœur. Voilà pourquoi nous ne l'oublierons pas, même si nous ne le connaissons peut-être pas personnellement. Voilà pourquoi son mort ne peut qu'accélérer notre respiration, aspirant à la vie, se frayant, à travers la sédition, un chemin vers la liberté.

Des massifs montagneux et des grands fleuves, des plaines étendues et la terre brûlée de l'ex-Yougoslavie nous séparent de la Grèce. Mais partout en Europe et aussi ici en Belgique, les Etats sentent que les choses se gâtent. Ils sentent qu'*il se peut*, qu'il est *possible* que leurs sujets se débarrassent du joug de la résignation et qu'ils n'acceptent plus rien. Il est toujours plus clair que partout de plus en plus de gens seront jetés par-dessus bord. Ce n'est pas un hasard que justement maintenant les flics appuient plus vite et plus résolument sur la détente, qu'ils sont en train de construire un nouveau centre fermé pour clandestins et qu'ils commenceront bientôt la construction de neuf nouvelles prisons. Ils se préservent contre la *possibilité* de la rage.

Ca pourrait nous faire peur. Peur de la prison, peur d'être tabassé par les flics, peur de mourir sous les balles du pouvoir, peur de perdre aussi le peu qu'on avait encore. Mais à un certain moment, on ne peut plus esquiver la question : vivre à genoux, utilisé et balancé en fonction de l'économie et du contrôle, broyé par la hiérarchie sociale, abattu par d'interminables files d'attente et la routine du boulot-métro-dodo ou… une vie où le battement de ton cœur libre se heurte à toute autorité et où tes mains prennent toutes les armes pour l'atteindre.

Rien n'est sûr, tout est possible. La révolte qui s'étend en Grèce était presque impensable il y a encore quelques années ; ni les politiciens, ni les journalistes ne savent encore comment la bâillonner. Car le langage de cette révolte s'est forgé le refus de se laisser encore traîner dans la boue. Approprions-nous ce langage, apprenons son vocabulaire, étudions sa grammaire, faisons en notre dialecte.

Il est temps d'abandonner l'attitude paralysante de se laisser aveugler par l'océan de soumission et de résignation qui nous entoure. Pour ne plus prendre cette réalité, cette répétition apparentement ininterrompue de la même routine, comme l'horizon, mais pour porter nos regards vers ce qu'il y a derrière cet horizon, vers les possibilités inespérées. Il est temps de souffler fort sur les feux qui couvent.

Quelques anarchistes

Commico // En Belgique, vers fin 2008, seulement 50 des 144 bâtiments de la police fédérale étaient munis d'un système d'alarme. Alors que, depuis 2006, environ 280 vols ont lieu chaque année dans les commissariats. En 2008, ce nombre est même monté à 298. Avec presque 100 braquages par an, Bruxelles est le cible principal. Les braqueurs visent, pour la plupart, l'argent, les équipages des policiers, des documents, de la communication et des armes. Selon de rapport annuel de l'Inspection Générale de 2008, il s'avère que presque aucune zone de police ou de service fédéral a gardé les données correctes à propos du stockage d'armes à feu et de munition, et laisse tomber qu'ils auraient l'infrastructure adéquate. Faut le savoir.

Gaz au poivre • Lors d'une soûlerie de l'organisation estudiantine catho-fasco KVHV à Gand, un de leur membre se prend du gaz au poivre et des coups de poing. Deux casquettes des membres de la NSV (orga d'étudiants nationalistes) sont dérobées.

Destruction • Dans la prison de Lantin, le module d'isolement construit il y a deux ans en réponse aux multiples émeutes est totalement détruit et rendu inutilisable. Silence radio dans la presse. En avril 2009, le module d'isolement de Bruges avait déjà été démoli et inondé.

Cible • Un incendie se déclare dans les bâtiments de l'école de police Erip à Evere. Les dégâts sont considérables. Plusieurs vitres explosent et le feu se propage dans plusieurs locaux. Du béton s'écroule et la stabilité du bâtiment doit être réexaminée. Les lieux sont évacués et le gaz coupé par crainte d'explosion. Les cours sont suspendus. Le syndicat SNPS s'inquiète de servir une nouvelles fois de cible.

Rats du labo en action • Dans la fac des sciences d'ingénieurs biologistes à Gand, un incendie se déclare tôt dans la soirée. Les dégâts sont limités par des employés héroïques.

Intérim • A Soignes, deux poubelles remplies de papier sont incendiées contre la façade d'un Adecco. La chaleur fait exploser la vitrine et endommage la façade.



Le 18 février dernier, des centaines d'exemplaires de ce texte ont été distribués dans les boîtes aux lettres de Sint-Denijs-Westrem. C'est là qu'habite (dans une grande villa bien sûr) un des architectes (Dirk Bontinck) qui a dessiné les plans du nouveau centre fermé de Steenokkerzeel.

A PROPOS DE DIRK ET DE JOHN BONTINCK, MAIS AUSSI DE TANT D'AUTRES CHOSES...

Salut, votre voisin dessine des cages pour sans-papiers

Ce courrier purement informatif concerne le sieur Dirk Bontinck (résidant Pleispark 3, à Sint-Denijs-Westrem) et son frère John Bontinck. Mine de rien, ces deux architectes ont choisi de dessiner les plans de construction du nouveau centre fermé pour sans-papiers de Steenokkerzeel. Et vu que ce centre fermé nous pose problème, comme d'ailleurs toutes les autres prisons, ce choix qui leur procure en plus un beau paquet de fric nous pose également problème.

Nommez "calomnie" ce qui suit si vous le voulez, mais en sachant au moins pourquoi ! Car ce sont bel et bien des salauds…
Avec cette maudite arrogance quand ils décident de vies humaines du haut de leur bureau. Avec ce calme glacial quand ils étudient, engoncés dans leurs fauteuils de cuir de leur bureau bien chauffé, comment la prison devra se montrer la plus efficace possible. Comment, d'un point de vue technique, des gens pourront être isolés de la meilleure manière, comment ils pourront être piégés, comment ils pourront être brisés.

Tout près de l'aéroport de Zaventem poussent actuellement les structures en béton de ce qui devrait bientôt devenir un nouveau centre fermé. Une fois que la dernière pierre sera posée, le bâtiment se distinguera difficilement d'une prison. Des cellules individuelles, des barreaux et des barbelés pour enfermer et isoler des sans-papiers, ceux qui sont en instance de déportation et osent résister avec obstination. Ou plus simplement pour briser ceux qui résistent au quotidien en se révoltant, posant ainsi problème au bon fonctionnement de l'enfermement et des déportations.

Comme pour les autres centres ouverts et fermés, le gouvernement aurait besoin de ce nouveau lieu pour continuer sa politique d'immigration ? Mais vous savez quoi ? Ce n'est pas cette politique d'immigration qui constitue le problème. Ou du moins, pas en soi. Car il est logique qu'une société qui poursuit sans cesse le rêve capitaliste jette dehors les indésirables. Comme il est logique que dans une société où notre avenir n'est pensable qu'à l'intérieur des grillages forcés du travail, de la carrière, de la famille et de tout le bazar, les prisons poussent comme des champignons. Contre tous ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas avancer au rythme de cette normalité, même en traînant les pieds.
Le problème, c'est donc cette société. Et nous, nous posons problème à cette société.
Situation périlleuse.

Oui, nos rêves vont dans une toute autre direction. Oui, nous voulons volontiers abandonner une grande partie du vieux monde derrière nous pour être enfin capables de parler de liberté. Et nous ne sommes pas en train de parler de cette "liberté" que vous promettent les publicités pour pousser à la vente de canettes de soda ou de portables. Non, nous parlons d'un saut dans l'inconnu, un saut où le contrôle sur nos vies ne dépendra que de nous-mêmes. Un saut qui, sur le fond, vise à éliminer toute forme d'oppression.

Alors oui, vous pouvez nous traiter de rêveurs idéalistes, de bons à rien naïfs ou de flatteurs flous. La vérité, c'est que nos rêves nous font directement entrer en conflit avec une société où on pense que c'est bien que des gens soient exploités et enfermés ; en conflit aussi avec tous ceux qui choisissent d'apporter leur pierre à l'édifice.
Et nous sommes prêts pour ce conflit.

Cela nous ramène finalement au prétexte initial de ce tract. Cela nous ramène au nouveau centre fermé. Car devinez qui a dessiné les plans de cette prison ? Oui oui ! C'est votre voisin Dirk et son frère John Bontinck.

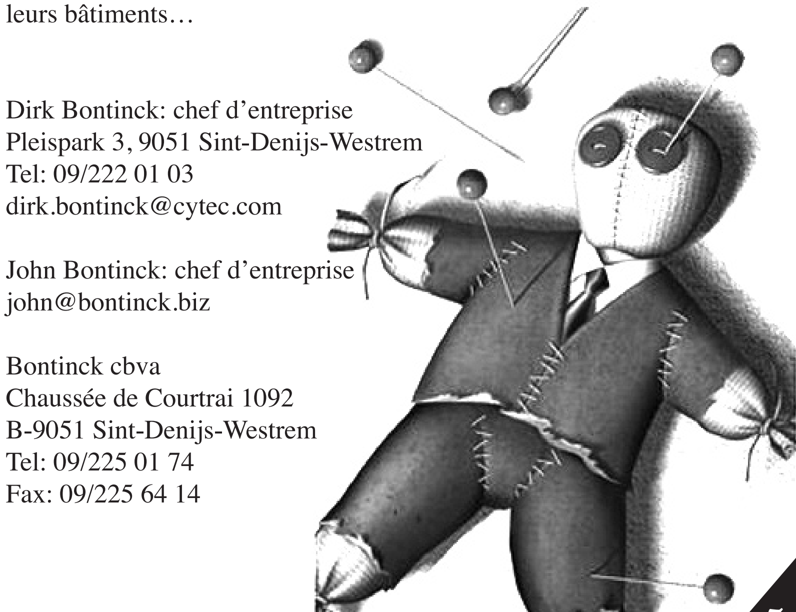
Mais qu'est-ce que nous voulons dire en précisant cela ? Que nous devrions tous les exécuter publiquement, sous les huées et le plus vite possible, en place publique ? En vrai, faites surtout ce dont vous avez envie ! Car là n'est pas l'objet de ce tract. La question, c'est que rien de ce que observons autour de nous ne tombe du ciel. Que des gens font des choix. Comme par exemple celui de construire des prisons, celui de mener des gens à la baguette, au boulot comme à la maison, ou encore celui de ne pas faire de choix du tout, et de se cacher derrière ce refus pour ne pas avoir à penser, pour ne pas agir à contre-courant. Les frères Bontinck ont fait le choix d'aider à ce que ces nouvelles geôles existent là-bas, à Zaventem. Voilà pourquoi ce sont des salauds. Car ça, c'est un choix qui en dit long : il confirme qu'ils se foutent de la misère des gens et que oui, c'est possible bordel !, ils veulent en plus se faire du fric avec cette misère. De notre côté, nous faisons par exemple le choix de leur en vouloir tout particulièrement.

Nous souhaitons qu'à l'avenir, les frères Bontinck dorment aussi tranquillement que les gens qui sont enfermés dans leurs bâtiments…

Dirk Bontinck: chef d'entreprise
Pleispark 3, 9051 Sint-Denijs-Westrem
Tel: 09/222 01 03
dirk.bontinck@cytec.com

John Bontinck: chef d'entreprise
john@bontinck.biz

Bontinck cbva
Chaussée de Courtrai 1092
B-9051 Sint-Denijs-Westrem
Tel: 09/225 01 74
Fax: 09/225 64 14





L'ordre d'abord : après le tremblement de terre, l'occupation

Sur les écrans de toute la planète, l'arrivée de troupes de « soutien » américaines en Haïti nous a été vendue comme une grande opération de sauvetage. Mais dans les rues de Port-au-Prince, cette occupation a pourtant provoqué comme arrière-goût amer.

Depuis, les caméras de la télévision ont déjà voyagé ailleurs. Du Chili, ou même de plus près de nous comme en France, nous reviennent à présent d'autres images spectaculaires de tremblements de terre, d'inondations et de dévastations. Sur Haïti, quelques brèves paraissent encore dans les journaux : des averses et des coulées boueuses font des camps de tentes un véritable enfer. Mais alors que les dons et les spectacles médiatiques qui les animent ont peut-être déjà trouvé une nouvelle destination, les armées américaines et françaises sont quant à elles loin d'être reparties.

Dès les premiers jours qui ont suivi le tremblement de terre, les Etats-Unis ont directement pris le contrôle de la capitale Port-au-Prince et de son aéroport. [Fait remarquable : dans les premières journées intenses sur l'aéroport, la Scientologie a reçu la permission d'atterrir et d'envoyer ses missionnaires. L'avion de la secte ramenait notamment quelques stars d'Hollywood et des guérisseurs qui imposent avec leurs mains. Oui, c'est sûr, la Scientologie contribuera à l'opération de sauvetage en imposant avec les mains ! Rien de mieux qu'un pays dévasté pour convertir un maximum d'âmes.] Les premiers secours ont facilement atteint les riches quartiers périphériques où se trouvaient les villas d'hommes d'affaires étrangers et de fonctionnaires de l'ONU. Ce n'est qu'après avoir fournit toute la protection militaire nécessaire à ces quartiers, qu'ils se sont dirigés vers le centre-ville et les bidonvilles. Là où un corps de police décimé essayait en vain de cacher son impuissance en tirant sur tout le monde au moindre mouvement suspect. Que le désespoir ne vous envahisse pas, car voilà que débarque l'armée humanitaire. Après un tel désastre, la première priorité s'est pourtant avérer être… d'arrêter les pillages. Rétablir l'ordre signifie par exemple forcer chacun à se plier aux longues queues devant les camions de l'aide alimentaire. Car imagine un peu si les gens organisaient leur propre survie en allant tout simplement chercher eux-mêmes les choses dont ils avaient besoin dans les dépôts des magasins, plutôt qu'en tendant sagement la main vers les ONG bienveillantes en regardant pitoyablement les caméras ! Ou bien encore si les gens s'appropriaient ce qui pouvait leur procurer un peu d'argent pour la suite, au lieu de devoir attendre pendant des mois, voire des années, dans des camps de tentes. Non, ce n'était vraiment pas possible ! Le rôle des pauvres et des riches est réparti depuis longtemps, et même un tremblement de terre n'y changera rien. Tout au plus peut-on être une victime et espérer quelque don généreux filtré par les bureaucraties et les règles morales des humanitaires professionnels.

Comme lors de tout désastre dans un « Etat effondré », le tremblement de terre en Haïti annonçait ainsi une grande période de fête pour l'humanitarisme et le militarisme des auto-proclamés « Etats Héroïques ». Des héros qui se pavannent devant les caméras de la télévision avant d'aller massacrer ailleurs. Mais la vue des armées américaines et françaises se précipitant sur place inquiète pour d'autres raisons. Les Etats-Unis et la France ne sont pas par hasard les pays qui ont réagi le plus rapidement et ceux qui ont envoyé le plus de troupes. Ils ont encore des intérêts économiques à défendre en Haïti, des intérêts qui proviennent d'un passé plus ou moins lointain.

L'île qui est maintenant divisée entre Haïti et la République Dominicaine a été « découverte » par Colomb (dans les livres d'histoire officiels, l'île ne semble pas exister avant l'invasion, comme souvent avec les territoires – vu depuis l'Europe - d'outre-mer). L'île a été bien vite débarrassée de ses anciens habitants avec le travail forcé et surtout les maladies des colonisateurs. La France, qui avait conquis la partie ouest contre l'Espagne, a alors accéléré l'importation d'esclaves africains, faisant d'Haïti sa colonie la plus lucrative. Les hommes et les femmes obligés de travailler dans les plantations de canne à sucre et de café vivaient dans des conditions infernales et subissaient de lourdes brimades au moindre signe de résistance ou d' « improductivité ». En 1804, l'insurrection des esclaves a enfin réussi à chasser les maîtres blancs, mais la France leur a imposé de lourdes dettes sous forme de « dédommagements » pour la perte de ses esclaves et de ses plantations. N'oublions pas non plus que l'abattage des arbres tropicaux pour l'exportation et pour les plantations avait aussi déboisé des pans entiers de montagne. Si lors de chutes de pluie plus ou moins fortes, s'en suivent maintenant des coulées boueuses dévastatrices et meurtrières, c'est donc aussi un souvenir de la domination française. Dans la première moitié du 20ème siècle, ce sont les Etats-Unis qui ont cette fois occupé le pays pour préserver leurs intérêts économiques face à d'autres puissances. Ensuite, c'est le FMI (un fonds d'entreprises et de banques qui prêtent de l'argent aux gouvernements en échange de décisions économiques qui ne bénéficient qu'aux prêteurs) qui a repris le rôle de créancier à la France. En échange de prêts, il a exigé des mesures nécessaires pour « réaliser une reprise économique ». Là où l'Haïti produisait par exemple assez de riz pour tous les habitants, elle est maintenant dépendante de l'importation des Etats-Unis. Cela en dit long sur ces « mesures nécessaires ».

Les armées humanitaires, avec pour fidèles alliés les organisations "humanitaires" (les ONG, mais aussi les organisations semi- et entièrement gouvernementales), continuent à présent le travail des colonisateurs, des négriers et des créanciers d'avant. Ils rétablissent l'ordre, défendent les intérêts économiques et stratégiques de leurs patrons, et font en sorte que chacun reste à sa place dans un jeu mondial fait d'exploités et d'exploiteurs, d'opprimés et d'oppresseurs. D'innombrables entrepreneurs entrevoient également dans ce désastre une aubaine pour gagner plus d'argent, de travail, de gloire et de crédibilité. Après un tel désastre, il y a en effet beaucoup à faire : attraper et déporter des réfugiés, évacuer les touristes, localiser les 5000 prisonniers évadés, garantir la sécurité de la propriété privée et des marchandises, importer des surplus d'aliments génétiquement modifiés sous forme d' « aide alimentaire »… Les spectacles médiatiques, les histoires hypocrites ou paternalistes des aideurs professionnels ne sont alors plus que le cadeau bonus qui vient avec, et en échange d'un petit don; on peut même recevoir la douce absolution de la conscience apaisée.

La seule catastrophe à laquelle on peut changer quelque chose, c'est la misère de la réalité quotidienne dans laquelle on se trouve tous.

ENTRE-TEMPS AU CHILI

Après le tremblement de terre du 27 février au Chili, ils nous ont fait voir des images semblables à celles d'Haïti. Des dévastations et, parmi les ruines, des gens à la recherche de biens dans les grands entrepôts d'approvisionnement que sont les supermarchés et les villas des riches. L'Etat chilien, qui n'a malheureusement pas été aussi touché qu'en Haïti, est immédiatement entré en action. Alors que beaucoup d'endroits étaient encore isolés et donc aussi privés d'électricité, de gaz et d'eau, l'armée est descendue dans la rue et l'état d'urgence a été proclamé (pratiquement, cela signifiait le couvre-feu). Dans beaucoup de quartiers, les autopompes, la police anti-émeute et le gaz lacrymogène sont ainsi arrivés avant même les premiers secours de base. Attaquer l'autorité et la sainte marchandise ne pouvait clairement pas être toléré. La priorité de l'Etat était de rétablir l'ordre et de préserver son pouvoir en rendant le retour à la normalité le plus rapide possible. Dommage pour eux, mais dans la prison de Chillan, au sud, ce sont 290 personnes qui ont pu s'évader quand un mur s'est écrasé ; et dans une autre prison, c'est en se mutinant que les prisonniers se sont évadés. Immédiatement, près de 100 unités d'intervention spéciales de la police ont été envoyées dans le sud pour étouffer les révoltes. Jusqu'à présent, 125 prisonniers ont été repris, les 274 autres sont encore dans la nature.

Il va de soi que l'armée et les flics, maintenant que leur contrôle sur les villes est quasi-total, profitent aussi de l'occasion pour s'attaquer à quelques lieux de rencontre où se nourrit et s'approfondit la guerre sociale. Le centre social anarchiste La Idea, sérieusement endommagé après le tremblement de terre, a ainsi été démoli par des forces de l'ordre profitant de l'absence de ses occupants. Le même jour à Valparaíso, des militants du Parti Communiste ont attaqué le squat Odio Punk avec la police. C'est en effet le parti de ces flics rouges qui est le propriétaire officiel du bâtiment en question, et ça a donc été pour eux l'occasion de démolir ce centre social en travaillant avec les flics. A d'autres endroits, les dégâts sont importants, et leurs occupants sont à la recherche d'autres bâtiments ou se préparent à de grands travaux.

Par la présente, nous tenons à exprimer notre soutien et notre encouragement à « l'Association de Bijoutiers contre les Armes. » Comme ils l'ont dit très justement, les tragiques événements d'Uccle n'ont été possibles que parce que le bijoutier en question possédait une arme. Les braqueurs ne disposant que d'une arme factice, ce n'est qu'avec l'arme du bijoutier qu'ils ont pu, malheureusement, tuer une passante. Ensemble avec l'Association de Bijoutiers, nous plaidons à notre tour pour le désarmement immédiat et inconditionnel de tous les bijoutiers, de tous les banquiers et de tous les richards, et pour l'abolition des caméras, des serrures à minuterie, des coffres-forts et des sas de sécurité. Enfin, nous nous joignons à la revendication d'un cours obligatoire « Ne mettez pas votre vie en jeu pour le fric de votre patron et des riches, ne jouez pas au héros et remettez l'argent » pour les employés de banque et autres rechargeurs de distributeurs de billets.

Vous pouvez verser votre virement solidaire sur le compte de la bien connue Caisse de Soutien aux Répartiteurs.

Nous profitons de l'occasion pour attirer également votre attention sur le nouveau lobby « Association pour le Désarmement des Agents de Police et de Vigiles », avec le soutien de votre groupe anarchiste local.

Lappersfort • A Bruges, la forêt de Lappersfort occupée depuis près de 8 ans contre un abattage éventuel, est expulsée. Sept personnes sont détenues pendant 5 jours dans le centre fermé et refusent de donner leur identité. Lors d'une manifestation en solidarité, les vitres de l'accueil volent en éclat. La forêt est immédiatement coupée. Une conférence de presse du bourgmestre est perturbée et une manifestation en solidarité est matraquée et dispersée par la police.

Banques • Les distributeurs de billets d'une Banque de la Poste et d'une BNP Parisbas/Fortis sont endommagés à Neder-over-Heembeek. Dans cette dernière, les vitres volent également en éclats. Sur l'avenue Louise, un distributeur de BNP est endommagé. En France, la BNP livre des sans papiers à la police. Les flics français ont récemment arrêté plusieurs compagnons en les accusant notamment de sabotage de distributeurs de billets en solidarité avec les inculpés de l'incendie du centre de rétention de Vincennes en 2008.

Police • Tôt dans la soirée, l'ancien commissariat de police est incendié à Marcinelle. En juin 2004, le comico avait déjà brûlé.

Ballade • Un dimanche à Anderlecht: quelques personnes collent des affiches et distribuent des tracts contre la construction du nouveau centre fermé, des dizaines de slogans contre la prison et les balles des flics (en Grèce comme dans les quartiers) apparaissent sur les murs. Un véhicule de ISS Cleaning et la façade de Dalkia, compagnies qui s'enrichissent avec les prisons, sont tagués, rappelant leur travail de collabo.

La STIB t'y emmène • Depuis l'installation de portiques (qui barreront l'accès à partir de début juin), ils sont régulièrement défoncés, sabotés, vandalisés. Au moins 8 stations de métro ont dû remplacer leurs portiques.

Évasion • Un jeune homme reconduit en prison après un interrogatoire par la police, réussit à s'évader. En pantoufles, il a forcé les portes de la voiture de police avec ses deux pieds, la flic est tombée, et il a pris la fuite pieds nus.

VIVRE

Une poignée de pieux étudiants appelle le dimanche 28 mars à une marche à travers quelques rues de Bruxelles. Le mot d'ordre : prier en silence contre l'avortement. Pas de quoi en perdre le sommeil, pourrait-on penser.

L'image de quelques pitoyables piétés renvoie surtout à une autre ère ; par contre, les idées qui se cachent derrière les initiatives de benêts estudiantins, crânes tondus ou mères de famille orgueilleuses, sont bel et bien présentes et répandues. La marche est soutenue par des professeurs d'université, le parti CDF (Chrétiens Démocrates Fédérales) quoique peu significatif, un imam et une grande partie des évêques – où l'archevêque Léonard, connu pour ses discours homophobes et sexistes, ne pouvait certainement pas être absent. Quelques organisations appellent également à la marche ; "chemin de la vie", "souffle de vie", "cri pour la vie", tous prétendent tenir particulièrement à la vie. Vivre. Comme en pincer pour quelqu'un sans penser à se marier ? Non. En pincer pour quelqu'un avec le même nombre de seins ou de zizis que toi ? Non, pas ça. Le sexe qui te fait jouir de pieds en cap, sans vouloir d'enfants ? Non, certainement pas. Prendre soin de toi, et t'en donner les possibilités, faire des choix ? Non, on ne peut pas. Et c'est de cela qu'il s'agit.

Vivre, pour eux, c'est s'abaisser soi-même et abaisser les autres. Annihiler, étouffer toute expression d'une volonté de vivre sous couvert d'expiation des péchés de la chair. Et attendre, attendre éternellement un quelconque paradis, très loin d'ici. Un paradis qu'ils pensent trouver quand ils seront morts et enterrés.

C'est parce que des femmes ont lutté dans les années 70 de différentes manières, sur plusieurs fronts, pour se libérer de l'emprise des paternalistes, patriarches et médecins sur leur vie, que nous avons la possibilité aujourd'hui d'arrêter une grossesse non-désirée. Mais seulement dans les délais fixés par la loi, qui diffèrent arbitrairement de pays en pays. En Belgique, c'est jusqu'à 14 semaines. Et uniquement dans certaines villes, où c'est plus facile de trouver un médecin qui ne t'étouffe pas de sermons moralistes pour te dissuader coûte que coûte. Nous avons plus de possibilités aujourd'hui, c'est juste. Mais le rêve qui a alimenté les luttes de tant de femmes d'alors et d'aujourd'hui reste à conquérir. Prendre sa vie en main. Décider soi-même de comment, avec qui et quand on fait l'amour. La connaissance et l'emprise sur son propre corps. Nous ne voulons pas déconnecter l'avortement d'une émancipation sexuelle plus large. Beaucoup de filles subissent un avortement parce la prise religieuse ou paternaliste sur leurs vies leur interdit de parler librement du sexe, de s'informer sur les moyens de contraception et de les utiliser, d'expérimenter. C'est là que commence l'oppression. Contre le pouvoir des prêtres, des médecins, des psychiatres, en blouses de différentes couleurs et convictions, contre eux tous nous luttons.



À Bruxelles, tu peux avorter dans une vingtaine de centres de Planning Familial. Bien qu'ils aient pris forme dans l'élan de la lutte des années 70, on en retrouve très peu dans les institutions actuelles. Ça et là, tu pourras encore trouver quelque fossile féministe. Pour celles qui ont des papiers, c'est pas cher (3 euros avec le remboursement par la mutuelle) et tu peux y trouver un gynéco ou un médecin comme un assistant juridique ou social. Comme en France, l'État voudrait fermer ces centres à terme et les remplacer par les centres d'avortement. En Flandre, c'est déjà le cas. Pour avorter, t'as recours à quelques hôpitaux ou bien les centres d'avortement. T'y trouves des spécialistes stériles et "efficaces", t'es venue pour une chose et t'as hâte d'en sortir.

Boot camps • Après un carjacking mortel, Armand de Decker, président du Sénat pour le MR et bourgmestre de Uccle, saisit le bon moment pour relancer sa vieille proposition d'enfermer des jeunes dans les boot camps. "L'enseignement dans un cadre rigide et militaire pour leur apprendre les valeurs morales. Tous ne sont beaux et tous ne sont pas biens."



Diplomates • A Ixelles, deux voitures des diplomates grecs sont incendiées.

Encore des banques • Toutes les vitres d'une agence Dexia volent en éclats à Woluwe-Saint-Lambert. "*Nos pensées vont vers l'anarchiste Lambros Fountas, assassiné par la police grecque. Solidarité avec la révolte permanente qui secoue la Grèce.*" Toutes les vitres d'une banque AXA au centre de Bruxelles sont également défoncées. "*Solidarité. Pour la liberté.*"

Un peu d'essence • Un tractopelle et un générateur sont incendiés dans le chantier de Jacques Delens situé sur le campus de l'ULB. JD y construit la future Solvay Business School.

agenda

• Dimanche 28 mars à 13h

Carnaval hors contrôle, sauvage et sans limite

Dans un monde où les possibles s'essouflent, nous voulons prendre des espaces, les libérer du contrôle, et puis, en déborder.

Place de la Chapelle (skatepark)
1000 Bruxelles

colofon

Hors service est un journal anarchiste paraissant eviron toutes les deux semaines. Ce journal est gratuit et disponible en français et en néerlandais.
Réactions, questions et contributions à l'adresse : hors.service@hotmail.com
Pour aider à distribuer ce journal, ecrivez également à cette adresse mail.
journalhorsservice.blogspot.com